

Burundi : les raisons de la visite du vice-président chinois

Jeune Afrique, 12 mai 2017 Burundi : 5 choses à savoir sur la visite de Li Yuanchao, vice-président chinois Le vice-président chinois Li Yuanchao est en visite officielle pour trois jours au Burundi, depuis mercredi 10 mai. Comment est-il reçu, et pourquoi ? Une visite économique Pour Pékin, la présence de Li Yuanchao au Burundi n'aurait qu'une visée : « Mettre en œuvre les consensus importants dégagés entre les deux chefs d'État [chinois et burundais] et les acquis du Forum sur la Coopération sino-africaine tenu en décembre 2015 à Johannesburg », précise le communiqué de presse de l'ambassade de Chine au Burundi.

Le vice-président chinois a d'ailleurs atterri à Bujumbura après un passage au Sénégal, où les résultats du sommet de Johannesburg ont été au cœur de ses échanges avec le président Macky Sall, d'après la presse chinoise. Un signal politique Pour Bujumbura, en revanche, la visite du numéro deux chinois est avant tout politique, et constitue une preuve que le Burundi est en paix. « Les autorités de ce rang ne peuvent pas se déplacer dans un pays en insécurité », avance déjà le ministre des Affaires étrangères, Alain Aimé Nyamitwe, rappelant de surcroît que ce déplacement est sur le plan économique un message envoyé au monde entier : « C'est une preuve que l'on peut investir au Burundi. » Le ministre en profite pour épingle « les partenaires du Burundi qui ont décidé unilatéralement d'arrêter leur coopération, contrairement à la Chine ». Deux pays « amis » ? À couteaux tirés avec l'ensemble de la communauté internationale après la décision controversée de Pierre Nkurunziza de se représenter pour un troisième mandat et la crise qui s'en est suivie, le régime de Bujumbura se réjouit d'accueillir un vice-président de la deuxième puissance économique mondiale, « un pays ami » selon les mots des autorités burundaises. Il faut noter que depuis deux ans, les personnalités du monde entier se succèdent à Bujumbura, mais souvent pour tenter de dissuader le chef de l'Etat de se présenter aux élections − tel Sepp Blatter en 2015, alors qu'il était président de la Fifa − ou pour exiger un dialogue entre le régime et ses opposants. À l'image de Ban Ki Moon en février 2016, à l'époque Secrétaire général des Nations Unies. « La paix règne sur le territoire » Certains diront que la visite de Li Yuanchao tombe à point nommé, d'autres que le moment est mal choisi. C'est selon. De fait le vice-président chinois est au Burundi moins d'une semaine après la célébration de « la journée de l'Europe » à Bujumbura où l'ambassadeur de l'Union Européenne a tenu à rappeler que « la situation au Burundi ne s'était pas encore normalisée depuis les événements en 2015, et que la sécurité qui est revenue restait superficielle et fragile ». Des mots qui n'ont pas plu aux autorités du pays, présentes pendant les festivités. Le ministre burundais des Affaires étrangères a vite réaffirmé que la paix régnait sur tout le territoire national. Des marchés pour la Chine Multiplication des rendez-vous diplomatiques avec la Chine et la Russie, tournées dans le monde arabe et en Amérique latine, le pouvoir de Pierre Nkurunziza semble s'être fait de nouveaux « amis », durant ces deux dernières années. « La Chine est en train de construire le nouveau palais présidentiel. Elle vient de donner 5 000 tonnes de riz pour faire face à la famine. C'est elle qui construit des écoles et des barrages au Burundi maintenant », commente-t-on au sein du parti au pouvoir, le Cndd-Fdd. Une opération séduction qui ne fait pas trembler pour autant l'Europe : « Ce n'est pas la Chine ou la Russie qui financeront l'éducation, la santé ou les forces de défense et de sécurité. On ne peut pas comparer ce que ces pays donnent par rapport à l'appui de l'Union Européenne », réagit de son côté un diplomate européen, qui a longtemps travaillé au Burundi. Par Arnel Gilbert Bukeyenzeza

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});